



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol 9 No 2 Juin 2006

A L'INTERIEUR...



9



13



Un nouveau partenariat pour le développement régional

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INVESTISSEMENT	5
ENERGIE	6
TRANSITIONS	7
PARTNERSHIPS	8-9
INNOVATIONS	10
PERSPECTIVE	11
BUSINESS	12
COMMUNAUTE	13
LIVRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

L'AFRIQUE AUSTRALE a encore progressé vers l'intégration régionale avec la signature d'un accord de partenariat avec les Partenaires Coopérants Internationaux (PCI).

Le nouveau partenariat entre la SADC et les PCI vise à accélérer l'intégration régionale en améliorant la mobilisation de ressources et en renforçant la capacité de la région dans la mise en oeuvre des programmes.

La déclaration de Windhoek sur le nouveau Partenariat SADC - PCI, adopté en avril lors de la Conférence Consultative de la SADC en Namibie, pose la fondation d'un nouveau début dans les relations SADC-PCI et prévoit de réaliser la vision d'un marché unifié et d'un Syndicat des Douanes en Afrique Australe.

La Déclaration aura plusieurs implications pour la SADC et les PCI.

La Déclaration de Windhoek est étroitement modelée sur la Déclaration de Paris de 2005 traitant

de l'Efficacité de l'Assistance, qui cherche à fournir des directives et des mécanismes pour accroître l'impact de l'assistance externe au développement en accélérant l'exécution des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Président Hifikepunye Pohamba a mentionné dans son discours officiel d'ouverture que le nouveau partenariat a des implications plus profondes, et l'interaction future entre la SADC et les PCI devrait mettre l'accent sur le renforcement de partenariat "à l'opposé de la relation traditionnelle bailleurs - bénéficiaires".

"Il est cependant important que nous exhortions tout le monde, surtout nos partenaires coopérant internationaux à se joindre aux populations du sous-continent de l'Afrique Australe dans sa poursuite d'un développement socio-économique durable pour stopper la pauvreté, la famine et le sous-développement," déclare Pohamba.

Un nouveau partenariat pour le développement regional

Suite de la page 1

Le Secrétaire Général de la SADC, Tomas Augusto Salomão, a souligné qu'un rôle plus prononcé est envisagé pour les autres dépositaires tels que le secteur privé et la société civile pour l'avancement du programme d'intégration régionale.

"Un autre impératif dans cette affaire est la participation intégrée des dépositaires de la région, notamment, le secteur des affaires, la société civile, et les plans directeurs de la région ont prévu des clauses précises pour leur participation directe," explique Salomão.

Conformément au Plan Stratégique Indicatif de Développement (RISDP), le secteur privé a un rôle important à jouer dans le financement de certains projets, particulièrement dans le développement de l'infrastructure, ainsi que dans les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation.

La société civile est cruciale à l'exécution réussie des

programmes et des projets sur la parité des sexes, la sécurité alimentaire durable, l'environnement et le développement durable, le VIH et SIDA.

La Déclaration de Windhoek requièrera que la région montre une direction renouvelée dans l'exécution des programmes et projets articulés dans le cadre du RISDP et du Plan Stratégique Indicatif pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO), les deux plans directeurs de la SADC.

Irene Freudenshuss-Reichl, Directrice Générale, pour le Développement au Ministère Autrichien des Affaires Etrangères, remarque que la gageure principale pour la SADC est d'assumer une plus grande appropriation des projets et des programmes.

S'adressant au nom des PCI après l'adoption de la Déclaration, Freudenshuss-Reichl a remarqué qu'une direction

renouvelée exigerait d'établir des priorités précises et d'assurer que les programmes et les projets soit exécutés pour atteindre les objectifs régionaux.

Parmi les difficultés figure celle d'aligner les priorités nationales et régionales au moyen d'une meilleure cohésion entre les RISDP/SIPO et les plans nationaux de développement.

Ceci constitue également une difficulté pour la communauté des bailleurs de fond qui devra améliorer la cohésion entre ce qu'ils soutiennent au niveau national et leurs programmes régionaux.

La Déclaration de Windhoek est un engagement des PCI à soutenir le programme

d'intégration de la SADC et pour dialoguer régulièrement au niveau ministériel, avec plus de ressources devant être disponibles pour soutenir les programmes et les projets de la région..

L'assistance directe du Secrétariat de la SADC et autres organes de la SADC a augmenté de façon substantielle suite à son changement de gestion de projets pour plus d'emphase sur la politique de développement.

D'autres voies d'assistance au développement par les PCI comprennent celle de gouvernements individuels à travers les institutions multilatérales tels que les organismes des Nations Unies ou de la Banque Mondiale.

Photo principale, page précédente, Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, en compagnie du chef de la délégation de la CE au Botswana, Paul malin, après la signature de l'accord SADC des douanes.

Les engagements de la Déclaration de Paris

LES POINTS suivants sont les engagements de partenariat gouvernés par la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Assistance:

Appropriation

Les pays partenaires devront exercer une direction efficace sur leurs politiques et stratégies de développement, et coordonner les actions de développement.

Alignement

Les bailleurs de fonds devront baser leur assistance générale sur les stratégies, institutions et procédures de développement national des pays partenaires.

- o Les bailleurs de fonds s'aligneront sur les stratégies des partenaires;
- o Les bailleurs de fonds utiliseront les systèmes nationaux renforcés; et
- o Les pays partenaires devront renforcer la capacité de développement avec l'assistance des bailleurs de fonds.

Les pays bénéficiaires devront renforcer la capacité de gestion financière publique.

Les pays bénéficiaires devront renforcer les systèmes nationaux d'approvisionnement.

Harmonisation

Garantir que les actions des bailleurs de fonds soient harmonisées, transparentes et collectivement efficaces.

Les bailleurs de fonds devront mettre en oeuvre des arrangements communs et simplifier les procédures.

Gestion en vue de résultats

Les deux parties doivent gérer les ressources et améliorer la prise de décision en vue de produire des résultats.

Responsabilité mutuelle

Les bailleurs de fonds et les partenaires seront responsables des résultats de développement.

Composantes d'une coopération internationale

LA DÉCLARATION de Rome sur l'Harmonisation des Pratiques des Bailleurs pour une Prestation Efficace d'Assistance fut signée en février 2003 par les ministres de gouvernement, les chefs d'agences d'assistance et autres officiels supérieurs représentant 28 pays bénéficiaires et plus de 40 institutions multilatérales et bilatérales de développement.

Ils réaffirment leur engagement pour l'éradication de la pauvreté, la réalisation de la croissance économique et la promotion d'un développement durable. Les institutions de développement ont entrepris d'harmoniser leurs politiques, procédures et pratiques opérationnelles avec celles de pays partenaires pour améliorer l'efficacité de l'assistance au développement, et donc de contribuer à l'exécution des Objectifs de Développement du Millénaire.

La Déclaration cherche entre autre à aligner les conditions préalables des PCI avec les priorités de développement national des pays bénéficiaires, et de faire appel aux pays et régions en voie de développement pour assumer un plus grand rôle de direction dans la coordination de l'assistance au développement.

La Déclaration de Rome est complétée par la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'assistance adoptée en mars 2005. La Déclaration de Paris engage les PCI à aborder les contraintes de capacité dans les pays en voies de développement et d'assurer l'intégration suffisante aux programmes et initiatives globales dans les programmes de développement plus ambitieux des nations bénéficiaires, y compris dans les domaines critiques tels que le VIH et SIDA.



La SADC, les PCI adoptent la Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat

LA SADC et ses Partenaires Coopérants Internationaux ont adopté la Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat SADC-PCI, qui guiderait les futures relations entre les deux parties.

La Déclaration sur un Nouveau Partenariat SADC-PCI fut adoptée le 27 avril lors de la Conférence Consultative de la SADC en Namibie et posent les fondations d'un nouveau début dans les relations bailleur-bénéficiaire entre l'organe régional et ses PCI.

L'objectif général du Nouveau Partenariat est de contribuer vers l'accomplissement du Programme Commun de la SADC, et de parvenir à la mission de la SADC de promouvoir la croissance économique durable et équitable,

et de parvenir à une coopération et intégration régionales plus étroites.

Il vise également à garantir la bonne gouvernance, le renforcement de la capacité régionale, et une paix et sécurité durables dans la région.

La Déclaration établit une structure institutionnelle pour le dialogue politique, les politiques et la sécurité dans la région, et d'améliorer la coordination des efforts entre la SADC et les PCI.

Il fournit un dialogue régulier au niveau ministériel et de l'Equipe Spéciale Commune SADC-PCI comprenant le Secrétariat de la SADC, la Double Troika SADC au niveau officiel supérieur et des ambassadeurs des deux parties.

Le Groupe Ministériel fournira une consultation de haut niveau

aux entités de prise de décision de la SADC et des PCI. Son mandat inclura de spécifier les problèmes pour lesquels les décisions politiques seront requises et de transmettre ces problèmes à travers les fora pertinentes tel que le Conseil des Ministres et les gouvernements individuels.

Le group analysera également les implications de changements de conditions politiques, et conseillera les autorités politiques et les groupes de niveau politique/technique des nouvelles approches politiques et de leurs implications possibles.

L'Equipe Spéciale Commune SADC-PCI fournira un mécanisme qui lie les décideurs de niveau politique supérieur et les groupes sur le terrain.

Le Nouveau Partenariat assurera l'alignement, l'harmonisation et l'intégration des procédures opérationnelles, des règles et autres pratiques dans la prestation d'assistance au développement de la SADC, et garantira les synergies et la complémentarité du soutien aux niveaux national et régional.

Les deux parties ont pris des engagements spécifiques dans le cadre de la Déclaration. Ceux-ci incluent la décision par la SADC d'exercer la direction dans le développement, l'exécution et le contrôle du programme de développement régional et de traduire le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO) en programmes prioritaires orientés vers les résultats.

Les PCI ont entrepris de respecter la direction de la SADC et d'aider la région à renforcer sa capacité en vue d'exécuter programmes et projets.

En ce qui concerne l'alignement des procédures et des règles, les PCI convinrent de baser leur soutien général sur le Programme Commun de la SADC tel que spécifié dans le RISDP et le SIPO.

Les parties ont entrepris d'établir des structures mutuellement convenues qui garantissent des évaluations fiables de performance, transparence et responsabilité.

Dans le cadre de la Déclaration, la SADC s'engage à intensifier les efforts pour mobiliser les ressources internes et créer un environnement favorable pour les investissements publics et privés tandis que les PCI s'engagent à apporter des engagements indicatifs fiables d'assistance sur une structure s'étendant sur plusieurs années et de déboursier les fonds de manière ponctuelle et prévisible.

Première session du Forum SADC-Inde

LA SESSION inaugurale du forum de la SADC et du Gouvernement de l'Inde fut lancée en Namibie le 28 avril, ouvrant un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays.

Le forum convint de concentrer la coopération dans les secteurs du commerce, industrie, finances et investissement; alimentation, agriculture et ressources naturelles, développement des ressources humaines et santé, y compris l'industrie pharmaceutique; la gestion des ressources hydrauliques et la technologie de l'information et des communications.

Des équipes d'experts spécialisés dans différents domaines et provenant des deux parties lieront sur les plans d'action détaillés pour l'exécution des projets dans les domaines identifiés.

Le forum fut co-présidé par le président du Conseil des Ministres de la SADC, Baledzi Gaolathe, et le Ministre de gouvernement de l'Inde pour les Affaires Extérieures, Anand Sharma.

Des ministres de la SADC et des officiels supérieurs de la région et de l'Inde ont participé au forum inaugural. Il y eut une présentation par le Secrétariat de la SADC sur divers domaines prioritaires proposés pour coopération entre la SADC et l'Inde.

Selon le communiqué final, l'Inde est d'accord avec les principes et les domaines de coopération proposés lors de la réunion, et a convenu de travailler avec la SADC dans l'esprit d'une coopération Sud-Sud et sur la base des avantages comparatifs et compétitifs des deux régions.

Le gouvernement de l'Inde a réitéré le rôle de la SADC comme étant l'une des plus importantes organisations régionales de l'Afrique, notant qu'il attache la plus haute importance au renforcement plus poussé des relations et des liens existants au sein de la région dans différents secteurs.

Le forum nota que les objectifs principaux pour lesquels la SADC fut fondée – améliorer le niveau et la qualité de vie de ses citoyens ainsi que la promotion de la paix et

de la sécurité – sont partagés par l'Inde dans sa marche personnelle vers le développement.

L'Inde a également réaffirmé son intérêt dans le partage des expériences avec la SADC en relevant les défis de développement dans un monde globalisé, ainsi que son engagement en qualité de partenaire de développement de la SADC particulièrement dans des domaines communément identifiés dans lequel l'expertise des indiens et les conditions préalables de la SADC sont complémentaires, et vice versa.

Les deux parties ont convenu qu'il était important de continuer à coopérer dans des forums multilatéraux, y compris les organismes des Nations Unies au sein desquels les questions d'importance pour les pays en voie de développement sont discutés.

Le forum a convenu d'institutionnaliser le partenariat et d'organiser des réunions régulières à des périodes et dans des lieux mutuellement approuvés.

La SADC modernise ses systèmes de douanes

L'AFRIQUE AUSTRALE a entrepris la première importante initiative vers l'établissement d'un Syndicat des Douanes en s'embarquant dans un programme visant à moderniser ses procédures douanières et d'éliminer les obstacles dans le commerce intra-régional.

Le Programme SADC de Modernisation des Douanes et la Facilitation du Commerce fut l'un de plus de 50 projets approuvés par les Etats Membres et les Partenaires Coopérants Internationaux (PCI) de la région durant la Conférence Consultative de la SADC tenue en Namibie.

Le programme vise à développer des procédures douanières informatisées, des systèmes de gestion de réseau aux niveaux nationaux et régionaux ainsi que d'introduire des systèmes de gestion de transit dans tous les Etats Membres de la SADC.

Le projet vise à soutenir plus étroitement l'intégration régionale et l'harmonisation de la législation et des procédures douanières, y compris une circulation améliorée de transit, et de se préparer pour une transition harmonieuse vers un Syndicat des Douanes de la SADC d'ici 2010.

Un accord financier d'une valeur de 18 millions d'Euros alloués pour l'exécution du projet fut signé par la SADC et la Commission Européenne durant la Conférence Consultative.

Le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) donne priorité au renforcement de l'intégration régionale dont l'objectif éventuel est d'établir un Marché Commun de la SADC d'ici 2015.

Le Marché Commun de la SADC sera précédé par une Zone de Libre Echange d'ici 2008 et le Syndicat des douanes d'ici 2010.

Quelques progrès ont été faits dans la transition vers une Zone de Libre Echange, puisque la plupart des membres ont mis en vigueur une importante réduction de tarif conformément au Protocole de la SADC sur le Commerce.

Paul Malin, chef de la délégation de l'Union Européenne au Botswana, remarque que le Programme de Modernisation des Douanes était une démonstration des efforts communs SADC-UE pour connecter le commerce et le développement.

Les travaux de réhabilitation commencent sur la ligne ferroviaire de Nacala

par Patson Phiri

LE MALAWI, le Mozambique et la Zambie sont en plein processus de réhabilitation de la voie ferroviaire dans le Corridor de Développement de Nacala, qui s'ouvrira sur les routes de transportation vitales pour les trois nations.

Les travaux de construction ont commencé en novembre 2005 mais ont temporairement été interrompus après les pluies diluviennes persistentes sur la portion de 77 km entre Cuamba et Entra-Lagos à l'intérieur du Mozambique.

Les plans pour réparer la portion figurant sur la planche à dessin depuis l'an 2000, lorsque les trois gouvernements ont commencé à prospecter pour les fonds des investisseurs et agences de développement dans le but de ressusciter le chemin de fer.

Les travaux de réhabilitation sont financés grâce à un prêt de 29,6million US garantis par les trois pays à partir de la Corporation d'Investissement Privé Outre-mer, une agence de développement basée aux Etats Unis.

Wilfred Ali, coordinateur du Corridor de Développement de Nacala, au Ministère du Malawi pour le Transport et les Travaux Publics, explique que les travaux de réhabilitation ont



Vue du Port et d'une partie du chemin de fer dans le Corridor de Développement de Nacala

initialement été ralentis en raison des problèmes dans l'équipement à chenilles après que de fortes averses aient emporté des digues sur le territoire mozambicain.

Il informe que la Zambie a récemment signé un Memorandum d'Accord avec les Ressources Edlow pour le développement du lien ferroviaire Mchinji - Chipata dans l'est de la Zambie, qui sera connecté à la voie de chemin de fer de Nacala.

Le premier lien de transport le long du corridor est cette ligne de chemin de fer reliant l'est de la Zambie, le Malawi central et austral, et le nord du Mozambique au Port de Nacala sur l'Océan Indien

Historiquement, les ports de Nacala et Beira étaient les ports les plus proches pour le Malawi et la Zambie. Cette ligne de chemin de fer fut développée en tant que

concession pendant les années 70 du Port de Nacala à Nampula. Elle fut plus tard agrandie dans la province de Niassa au Mozambique pour desservir les zones agricoles fertiles, ainsi que le Malawi.

Le Malawi fut primairement approvisionné le long de la ligne Sena à partir de Beira. En vue d'une route plus courte vers la mer présentée par la ligne de chemin de fer de Nacala, le trafic malawien commença à se déplacer de la ligne ferroviaire de Sena à celle de Nacala.

La route de Nacala fut fermée en 1984 après que la ligne de chemin de fer soit bombardée durant le conflit interne au Mozambique. Le conflit changea de manière importante l'essentiel du statut du transport. La Zambie et le Malawi ont délaissé le transport ferroviaire en faveur du transport routier.

Les distances se sont accrues de manière substantielle alors que les produits de la Zambie passaient par Dar es Salaam et l'Afrique du Sud. Le Malawi changea également de mode de transport pour la route, acheminant des approvisionnements le long de la route de Tete vers le Zimbabwe et les ports de l'Afrique du Sud.

Les trajets routiers allant du Malawi à Lusaka et via Mbeya vers Dar es Salaam devinrent dès lors stratégiquement important pour le Malawi, mais causèrent la cherté excessive du transport par route.

En terme de memorandum d'accord entre le Malawi, le Mozambique et la Zambie, les objectifs stratégiques du Corridor de Développement de Nacala sont de développer un réseau de transport adéquat, fiable, rentable, efficace et sans faille, des télécommunications et des systèmes d'énergie, et de stimuler la croissance économique à travers la promotion et la coordination d'entreprises économiquement viables dans le domaine du transport, de l'agriculture, des pêcheries, du commerce, de l'industrie, des mines et du tourisme.

Le corridor vise à encourager des activités économiques accrues grâce à la promotion du commerce, qui a son tour faciliterait une plus grande intégration régionale parmi les trois nations.

Renforcer les investissements-relais

Programme SADC-UE connecte les partenaires du secteur privé-public

par Munetsi Madakufamba

UNE INITIATIVE commune de la SADC et de l'Union Européenne intensifie les efforts pour relancer la croissance économique et le développement en Afrique Australe à travers un programme conçu pour attirer les investissements dans la région.

Le Programme de Promotion d'Investissement UE-SADC (ESIPP) a été élaboré dans le but de faciliter et simplifier les procédures d'investissement au sein de la région de la SADC. Les secteurs visés incluent le tourisme, l'exploitation minière, l'agro-industrie, l'ingénierie légère, et le secteur de la construction et du matériel de construction.

Dans le secteur du tourisme, un important forum appelé Tourisme 2006 aura lieu du 3 au 6 octobre à Windhoek, Namibie. Le Sommet, qui portera sur le tourisme, l'hospitalité et les secteurs connexes dans les 14 États Membres de la SADC, vise à encourager des partenariats internationaux financiers, techniques et commerciaux.

Les organisateurs du forum expliquent que ce sera "l'opportunité pour les promoteurs et entrepreneurs de la région de l'Afrique Australe de présenter une sélection minutieuse de projets de développement d'entreprise nouveaux et de haute qualité dans le domaine du tourisme, hospitalité et secteurs relatifs aux entreprises européennes intéressées, et autres internationales et de l'Afrique Australe".

En ce qui concerne le secteur minier, une réunion d'investisseurs et promoteurs est prévue en novembre à Lusaka, Zambie. Jusqu'à 100 projets sont à l'ordre du jour des présentations du Mines 2006 à Lusaka.

L'ESIPP examine la difficulté de mobiliser des investissements intra-SADC et étrangers directes en Afrique Australe en utilisant une approche à deux facettes.



Le secteur de la construction dans la région est supposé bénéficier de l'initiative ESIPP

Le programme aide à renforcer la capacité des intermédiaires opérant dans le secteur privé, telles que les agences de promotion d'investissement, les chambres de commerce, les fédérations d'employeurs ou les institutions financières. Avec sa propre équipe de consultants, l'ESIPP fournit ce genre d'assistance sur une base gérée par la demande et le partage des coûts.

Pendant le forum, des réunions en tête-à-tête sont offertes. Dès que les partenariats sont formés, l'ESIPP utilise la même méthodologie pour une assistance de suivi, c'est-à-dire, sur une base gérée par la demande et le partage des coûts.

Pendant le forum, des réunions en tête-à-tête sont offertes. Dès que les partenariats sont formés, l'ESIPP utilise la même méthodologie pour une assistance de suivi, c'est-à-dire, sur une base gérée par la demande et le partage des coûts.

Le programme commun a déjà organisé des réunions de partenariat de secteur similaires portant sur l'industrie d'ingénierie légère et le secteur de la construction et de l'équipement de construction respectivement à l'Île Maurice et en Afrique du Sud.

Ingénierie légère 2006 eut lieu à Grand Baie, Île Maurice, du 14 au 17 février. Ce fut une opportunité de quatre jours pour des discussions en table ronde, des ateliers et une gestion de réseau impliquant des compagnies sélectionnées de la SADC, l'UE et "les pays du tiers monde".

L'ingénierie légère incorpore un éventail diverse d'entreprise et

produits des secteurs. Elle englobe la fabrication de couverts de table, d'outils à main et de quincaillerie générale; divers produits fabriqués en métal et plastique; de composants de machinerie industrielle, électrique et électronique; d'équipement industriel de réfrigération et service; de véhicules et pièces détachées; d'instruments médicaux et beaucoup d'autres.

Mat Construct 2005, la réunion de l'ESIPP sur le partenariat dans le secteur de matériaux de construction et la construction, eut lieu à Johannesburg du 30 novembre au 3 décembre 2005. Avec pour objectif principal de promouvoir le partenariat entre les compagnies des deux régions, le forum a facilité plus de 1 500 réunions en tête-à-tête. Un total de 258 participants étaient présents au forum, représentant 102 compagnies de l'UE et 78 de la SADC, ainsi que des organisations intermédiaires venant de la région.

L'ESIPP estime qu'environ 400 partenariats potentiels résultant des réunions en tête-à-tête durant Mat Construct 2005 sont poursuivis entre les compagnies de l'UE et de la SADC.

Un des thèmes clés de discussion porta sur les opportunités de construction

présentées d'ici la Coupe Mondiale 2010 qui sera accueillie par l'Afrique du Sud.

Un forum d'investissement pour élaborer des partenariats dans l'industrie agricole est prévu au Zimbabwe à une date ultérieure.

L'accord de financement actuel sur une durée de six ans du programme commun UE-SADC fut signé en 2000 avec un budget de 8 millions d'Euros. L'accord précédent avait été signé en 1994, facilitant un forum d'investissement dans l'exploitation minière tenu dans la même année à Lusaka.

Conformément au Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP), les efforts de la SADC pour attirer l'investissement mettent de plus en plus l'accent sur une approche promotionnelle intégrée. Ainsi les États Membres sont enthousiastes sur les réformes économiques qui rendent leurs pays plus propices aux investisseurs, permettant au secteur privé d'être plus compétitif sur les marchés globaux.

L'ESIPP est considéré comme un véhicule pour l'avancement de cette vision, surtout jusqu'à maintenant puisqu'elle augmente l'investissement intra-régional et étranger direct de la SADC.

Vulnérabilité de l'Afrique Australe face à la hausse mondiale des cours de pétrole

LA HAUSSE internationale des cours du pétrole brut exerce une pression à la hausse sur les prix de l'essence dans la SADC, avec quelques pays de la région appliquant déjà les augmentations de prix sur les consommateurs.

La région demeure vulnérable aux augmentations abruptes du prix du pétrole brut sur les marchés mondiaux. Le prix d'un baril de pétrole brut a augmenté d'environ 50\$US en mai 2005 à 60\$US en décembre et approximativement 72\$US en mai.

La pression exercée pour provoquer une hausse des cours de pétrole est alimentée par des préoccupations allant de la confrontation diplomatique de l'Occident avec l'Iran, un approvisionnement de prémunition médiocre et des disruptions dans la production au Nigéria par des militants armés.

L'Angola est prêt à relancer la production de pétrole

SELON LE gouvernement, la production de pétrole de l'Angola est prête à s'élever à deux millions de barils par jour d'ici la fin de 2007.

Amadeu Azavedo, Directeur National du Pétrole de l'Angola, annonce que le pays produira deux millions de barils par jour d'ici la fin de 2007, un peu plus tôt que leurs prévisions précédentes.

Les nouvelles projections sont basées sur les perspectives prometteuses pour le pétrole provenant d'explorations dans les riches gisements Girassol en mer.

L'Angola est le deuxième plus gros producteur de pétrole de l'Afrique sous-saharienne après le Nigéria, et un important fournisseur des Etats Unis et de la Chine. Le pays a détrôné l'Arabie Saoudite en tant que fournisseur principal de la Chine en pétrole brut.

La production actuelle se situe à 1,4 million barils par jour, 100 000 barils quotidiens de plus qu'initialement anticipé.

La violence militante prenant pour cible les installations pétrolières du Nigéria, a supprimé plus de 20 pour cent de la production nationale de 2,5 millions barils par jour. Quelques 500 000 barils de production quotidienne de pétrole brut, dont la plus grande partie est gérée par la Royal Dutch Shell, sont perdus en raison de la violence.

Plus de 300 000 barils par jour ont également été perdus en raison de la fermeture des raffineries dans le Golf du Mexique depuis qu'en août 2005, l'Ouragan Katrina a martelé les plateformes de forages en mer des Etats Unies.

Malgré les assurances de l'Iran qu'il ne coupera pas sa production et son exportation de pétrole en représailles de l'impasse avec l'occident sur son programme nucléaire, certains bénéficiaires craignent que le pétrole d'exportation puisse être utilisé en tant qu'arme politique.

L'Iran est le deuxième plus gros producteur dans l'Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole (OPEC) avec plus de quatre millions de barils par jour.

Les perturbations sur le marché mondial du pétrole sont ressenties en Afrique Australe où au moins trois pays ont augmenté les tarifs de l'essence depuis avril.

Le Botswana, la Namibie et l'Afrique Australe ont augmenté le prix de l'essence et du diesel pour protéger les fournisseurs de l'augmentation des cours mondiaux.

Les hausses de prix de l'essence en Afrique du sud

ont un effet domino sur les prix des produits et services dans d'autres nations de la SADC y important le gros de leurs approvisionnements. Le prix de l'essence a augmenté de 6,8% pour cent en mai.



La hausse mondiale des tarifs de pétrole affectera les prix des produits et services de la SADC

Projet de commerce d'énergie pour la Tanzanie, la Zambie et le Kenya

LA ZAMBIE et la République Unie de Tanzanie sont prêtes à bénéficier du programme de commerce en électricité qui implique également le Kenya.

Les trois pays travaillent ensemble sur le projet d'interconnexion supposé assister la République Unie de Tanzanie et le Kenya à accéder à l'électricité de la SADC, réduire les coûts en électricité et éradiquer les pénuries.

Le projet triparti de commerce d'électricité, connu en tant que Projet d'Interconnexion d'Énergie Zambie-Tanzanie-Kenya, doit être développé en

deux phases à un coût prévisionnel de US\$660 millions.

Le début de la première phase, se montant à US\$358 millions, est prévue pour la fin de l'année 2007 et son achèvement en 2009, et renforcera une capacité de transfert de 200 megawatts (MW) d'électricité.

La deuxième phase coûtera US\$302 million pour un autre transfert de capacité de 400MW en 2014 lors de son achèvement.

A part la transmission d'énergie, les tours contenant les conducteurs de transmission de haut voltage, contiendront

également des conducteurs de bas voltage pour l'électrification rurale le long du corridor de transmission.

Les trois gouvernements sont garants des subventions d'une valeur de US\$800 000 pour les activités préparatoires du projet à partir du Fond Préparatoire de Projet d'Infrastructure NEPAD.

Un consortium de consultants a été recruté en qualité de conseillers de transaction pour fournir des services de conseils financiers, techniques et juridiques pour la phase initiale du projet.

“Nous devons rapprocher la SADC du peuple”

Tjitendero, un visionnaire au dévouement profond pour sa région et son peuple

IL EST rare de trouver un visionnaire également doté de compétences pratiques de gestionnaire, d'intégrité et d'exécuteur.

Une telle personne fut l'Honorable Dr Mose Penaani Tjitendero, décédé à Windhoek, à l'âge de 63 ans, après une vie dédiée à son pays, sa région et sa famille.

Honoré en tant que héros dans son propre pays, la Namibie, où il eut droit à des funérailles d'état et un enterrement au Monument des Héros, il fut également une inspiration au-delà de ses frontières.

Dr Tjitendero était largement respecté dans toute la région de la SADC, et joua un rôle clé dans le renforcement de capacité.

Il était la vision, l'inspiration et la force motrice pour l'établissement du Forum Parlementaire de la SADC, persistant jusqu'à rallier le soutien de tous les parlements de la SADC, pour une initiative si nouvelle et cependant si évidente qu'il est désormais pris pour acquis en tant que dépositaire établi dans la région.

La plupart des écrits sur Dr Tjitendero se sont concentrés sur ses considérables accomplissements post-indépendance. Il contribua à la rédaction de la Constitution pour la République de la Namibie en qualité de membre de l'Assemblée Constituante, et émergea dans la fonction de premier Président de l'Assemblée Nationale, une position qu'il assumait pendant 15 ans.

En tant que Président du Parlement, il renforça et réforma le système parlementaire, commission par commission, pour en faire un forum transparent et efficace pour la législation et débat sur les questions nationales et régionales. Il fut membre élu du parlement depuis les élections pré-indépendance de 1989 dont le résultat fut l'indépendance de la Namibie en 1990.

Il existe, cependant, peu d'écrits sur sa formation durant la lutte pour la libération en qualité de membre de l'Organisation Sud Ouest des Peuples Africains (SWAPO), son engagement à l'indépendance de la Namibie, et sa contribution en tant qu'éducateur, notamment en tant que Directeur Adjoint de l'Institut de l'ONU pour la Namibie (UNIN) à Lusaka durant son exil.

Mose Penaani Tjitendero est né à Okahandja en 1943, et a quitté le pays en 1964 en passant par le Botswana et la Zambie à l'époque de son indépendance imminente, via Kazungula, se dirigeant vers la République Unie de Tanzanie, et lieu des bureaux de la SWAPO.

Il fut impliqué dans les diffusions radio en plusieurs langues à partir de Dar es Salaam vers la Namibie, et il fut actif dans la jeunesse politique, s'élevant à un rôle de direction au comité exécutif.

Il s'est inscrit à l'école internationale de Kurisini à Dar es Salaam afin d'obtenir son baccalauréat, et il obtint une bourse pour des études de licence à l'Université Lincoln, aux Etats Unis, où il étudia l'Histoire et les Sciences Politiques

Il enchaîna ensuite avec une maîtrise en Histoire de l'Université du Massachusetts à Amherst, et un Doctorat en Education de la même Université.

Tjitendero, le jeune érudit retourna alors à Lusaka en 1976 pour partager ses connaissances, en tant que Maître Assistant à l'UNIN, et plus tard au poste de Responsable de la Formation des Enseignants et Directeur Adjoint de l'Institut.

Just avant l'indépendance de la Namibie, il fut transféré à Luanda en qualité de Directeur du Centre de Formation Professionnelle et Technique de l'ONU en 1988-89.

Un ancien collègue de l'UNESCO qui travailla avec lui durant cette période, le décrit sous les traits d'un visionnaire

muni d'un engagement profond pour la cause de la Namibie indépendante.”

D'autres collègues mentionnèrent encore et encore, son "honnêteté et ses principes"...

Il était dévoué à sa propre famille et sa femme, Sandy, sa compagne pendant plus de 30 ans, mais ils devaient souvent partager son temps et son attention avec sa famille étendue de namibiens et africains de l'Afrique Australe, à qui il était également dévoué.

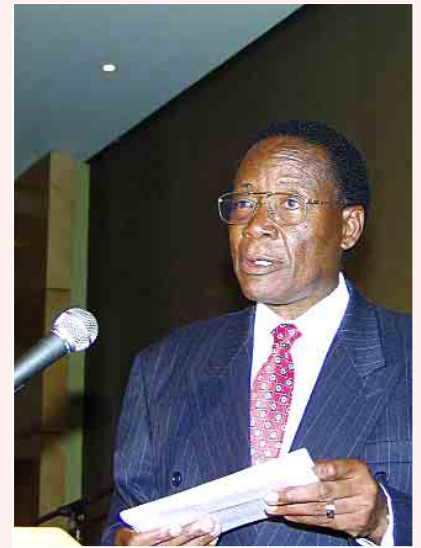
Un objectif clé de sa vision et sa contribution à la région figurait dans le rôle plus large du projet de communauté de développement pour l'Afrique Australe.

Il déclara que la signature du traité de la SADC à Windhoek en août 1992 "n'était pas simplement une question de transformation de la SADC, d'un groupement régional sans rigueur en une entité juridique, mais inauguré dans l'esprit du traité établissant la Communauté Economique Africaine adoptée par les chefs d'Etat de l'OUA...en juin 1991."

Lorsque la SADC suivit avec l'adoption d'un programme de renforcement de communauté pour agrandir sa communauté au-delà du gouvernement, le Président du Parlement était prêt avec sa vision d'un Forum Parlementaire Régional pour "familiariser les peuples des pays de la SADC dans les buts et objectifs de la SADC."

Nous devons rapprocher la SADC du peuple. Notre peuple, tous nos peuples, doivent connaître, comprendre et populariser les buts et objectifs de la SADC.

“Par exemple, quel est ce concept de développement, et de développement de communauté?



Il s'attendrait à ce que d'autres continuent sa tâche dans le même esprit

Nous devons commencer depuis le début et systématiquement inculquer les valeurs de la SADC dans les cœurs et les esprits de nos constituants.”

Parmi les autres objectifs que Tjitendero énonça pendant un forum régional de parlementaires en soutien à l'idéal de la SADC, figurent la promotion des principes des droits de l'homme et de la démocratie, la provision d'un forum pour les affaires d'intérêts communs, afin de faciliter la gestion de réseau et populariser les concepts de développement et de coopération, ainsi que la participation inclusive d'autres membres de la communauté.

Mais, comme il l'a souvent répété pendant de nombreuses années, dans nombre de forums l'objectif primaire d'une SADC PF serait d'encourager la mise en oeuvre efficace des politiques de la SADC, et de fournir des services à la SADC comme requis.

Le regretté Dr Tjitendero travaillait rarement seul, toujours avec une équipe et en partenariat, et il s'attendrait donc à ce que d'autres soient prêts à continuer le travail qu'il initia, et dans le même esprit.

Un Nouveau Partenariat met le ton pour une participa

LA DÉCLARATION de Windoek sur le nouveau partenariat SADC-PCI adoptée en avril par la Conférence Consultative ouvre de nouvelles voies pour l'exécution des programmes et projets de la SADC, et souligne les intentions de la région d'élargir la participation dans les efforts de développement régional.

Le partenariat est une structure de repère qui garantira une coopération de développement plus efficace, basée sur les principes d'appropriation, alignement, harmonisation et rationalisation des procédures opérationnelles, des règles et autres pratiques se rapportant à la prestation d'assistance au développement.

Plus important, la conférence a approuvé le Plan Stratégique Indicatif de Développement (RISDP) et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, Défense et Coopération en Sécurité (SIPO) en tant que cartes routières pour approfondir l'intégration régionale.

La conférence a réaffirmé l'engagement de la SADC à travailler avec d'autres dépositaires non-gouvernementaux de la région tels que le secteur privé et les organisations de la société civile.

Dans cette édition nous mettons en avant certains des problèmes identifiés au sein de la structure des zones prioritaires de la SADC.

Infrastructure de Soutien pour une Intégration Régionale

L'infrastructure joue un rôle pivot dans le programme d'ensemble du développement régional alors qu'elle débloque des opportunités telles que la facilitation du commerce, la provision de l'infrastructure agricole, et l'accès à des installations par des communautés commerciales et rurales à un coût raisonnable.

Les opportunités existent pour le secteur privé et autres dépositaires dans la région afin de participer dans les nouveaux projets infrastructureux dans les secteurs du tourisme, de l'énergie, du transport, des eaux et des communications qui sont devenus une réalité grâce au Nouveau Partenariat.

Les Etats Membres et les PCI ont convenu de l'importance d'investissement dans les projets infrastructureux mis en priorité.

La SADC est en cours d'instaurer un Projet de

Préparation et de Fond de Développement pour développer la capacité des Etats Membres pour l'évaluation de projets.

L'assistance est, cependant, requise des PCI pour la poussée stratégique de la SADC par rapport aux initiatives de développement spatial et de corridors de développement.

Les divers piliers gouvernés par l'infrastructure fragmentée bénéficiera également de l'établissement des divers groupes thématiques couvrant les secteurs prioritaires de l'énergie, du transport, du tourisme et des eaux. Jusqu'à présent, un seul groupe thématique (le Groupe de Référence sur la Stratégie des Eaux) a été instauré. Les autres groupes seront établis en coopération avec les PCI intéressés.

Une autre recommandation fut que tous les développements infrastructureux devraient être sensibles aux problèmes de conformité et d'acceptabilité sociale. Ceci assurera que les futures projets remplissent les standards environnementaux et les normes culturelles avant la phase d'exécution.

Commerce, Libéralisation économique et Développement

C'est l'un des domaines dans lequel la SADC a établi quelques cibles cruciales dont l'accomplissement requiert la participation de tous les dépositaires.

L'objectif général de cette zone d'intervention est de faciliter la libéralisation commerciale et financière, le développement industriel compétitif et diversifié, et un investissement accru pour une intégration régionale plus approfondie à travers l'établissement d'un Marché Commun de la SADC d'ici 2015.

Le plan directeur du développement régional prévoit d'avoir une Zone de Libre Echange SADC d'ici 2008 et un Syndicat des Douanes d'ici 2010.

Les domaines potentiels de coopération incluent le renforcement de la capacité institutionnelle du Secrétariat de la SADC et des Etats Membres; l'accélération du processus d'intégration régionale; d'aborder les complications sur l'architecture de commerce régional émanant de l'empiètement des adhésions; et l'harmonisation des données sur le commerce, l'investissement et le développement d'entreprise.

Le sentiment était que les processus d'intégration économique au sein de la SADC devaient être accélérés et le Secrétariat devrait proposer un schéma directeur sur ce qu'il est nécessaire d'entreprendre.

L'empiètement des adhésions aux organisations régionales présente un obstacle sérieux pour une intégration régionale plus profonde et les ministres du commerce de la région doivent se réunir d'urgence afin de débattre sur les options et les implications pour la région.

Il reste encore beaucoup de travail à faire pour ce qui est de parvenir à une convergence macroéconomique. Alors que les cibles de stabilité ont été convenues, l'envergure des convergences et des calendriers doit être reconsidérée.



(en haut) Le namibien F Pohamba, et des chefs de la Conférence de la SADC (à gauche) S d'expositor de la SADC Groupe Nar Dance Cultu divertissant (en bas) Livr de la conféré



Sécurité alimentaire durable

Un politique cohérente et une structure stratégique est requise pour affermir la capacité de la SADC à parvenir à une auto-suffisance alimentaire durable. La politique devrait promouvoir les domaines prioritaires tels que l'irrigation et la provision d'énergie; aborder le rôle des femmes dans l'agriculture; reconnaître l'importance de la préparation aux catastrophes; et garantir le bail foncier et la sécurité.

L'assistance est requise pour améliorer la capacité existante de la SADC dans le but de contrôler et coordonner les programmes afin de relancer la sécurité alimentaire.

La formation fut également identifiée comme ayant un rôle spécial dans le renforcement de la sécurité alimentaire régionale. La



ion plus large dans le renforcement de communauté



formation impliquera des exploitants agricoles et des experts en agriculture.

En ce qui concerne le financement de l'agriculture, un besoin urgent fut identifié dans le but d'augmenter la contribution financière par les Etats Membres et les PCI, ainsi que le développement de capacité d'absorption au sein de la SADC afin de garantir que les fonds disponibles soient complètement utilisés.

La commercialisation et la transformation agricole sont également des priorités dans la quête pour atteindre la sécurité alimentaire dans la SADC tandis que les Etats Membres entreprennent d'exécuter les engagements pris dans la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

des systèmes de santé, de la promotion d'un approvisionnement commun et de la production locale de médicaments essentiels, et la rétention et la formation des ressources humaines.

Les patients bénéficieront de l'amélioration des capacités régionales de contrôle de la qualité afin d'éviter le dumping de médicaments de standards inférieurs par les fournisseurs extérieurs à la région. La mise en oeuvre du Protocole de la SADC sur l'Education et la Formation est un autre domaine qui offrira des opportunités pour la région, en particulier les CSO et le secteur de l'éducation.

Les domaines potentiels de coopération dans les problèmes relatifs au travail et à l'emploi sont le développement d'une structure régionale pour faciliter le libre mouvement du travail, la mise en application du tripartisme et du dialogue social, et le renforcement de la capacité régionale pour améliorer la sécurité occupationnelle et les standards sanitaires.

Les priorités et les domaines possibles de collaboration dans le secteur de la culture, de l'information et des sports incluent des stratégies visant à promouvoir et faciliter l'échange culturel intra-régional; de réexaminer les mécanismes existant pour la collection et la dissémination d'informations; la protection et le développement de la connaissance indigène et d'industries culturelles; et l'établissement du Fond SADC en Fidécourmis pour la Culture afin de mobiliser des ressources et de faciliter les programmes culturels régionaux.

VIH et SIDA

Les jalons principaux pour la région dans la lutte contre le VIH et SIDA incluent l'adoption de la Déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA, et le développement d'un plan régional commercial sur le VIH et SIDA.

Ceux-ci offrent des opportunités pour un partenariat plus affirmé entre les Etats Membres, les PCI, la société civile et les entreprises, et reflète la volonté politique croissante de combattre la pandémie.

A travers la Déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA, la SADC a identifié les cinq domaines nécessitant des actions urgentes telles que la prévention et la mobilisation sociale; les soins, les traitements et

l'assistance; le développement et la mitigation de l'impact; la mobilisation de ressources; et l'exercice de contrôle et l'évaluation.

Il fut demandé au Secrétariat de la SADC d'adapter et développer son rôle de facilitateur des Etats Membres pour la mise en oeuvre des politiques convenues, de la structure et des plans d'action, y compris la coordination avec l'initiative VIH/SIDA de l'Union Africaine et autres initiatives globales.

Les Etats Membres et les PCI ont entrepris d'améliorer les mesures de prévention comme l'une des principales stratégies dans la lutte contre la maladie. La stratégie de prévention doit prendre en compte les problèmes d'indigence, de droits humanitaires, de problématique des sexes, de sexualité et violence sexuelle.

Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité

La stabilité politique, la paix et la sécurité constituent les conditions nécessaires pour le développement durable et l'expansion économique.

La SADC s'est engagée à renforcer une communauté basée sur un Futur Commun et reconnaît que la paix, la sécurité, la démocratie et bonne gouvernance politique sont des facteurs habilitants essentiels au développement et à l'intégration.

Le Nouveau Partenariat identifie le besoin pour la SADC et les PCI de s'engager dans des discussions ouvertes et franches sur les problèmes de paix et sécurité. Ceci aidera à instaurer un environnement de respect mutuel et contribuera à l'atmosphère de sérénité existant dans la région.

La région de la SADC connaît une période inégalée de paix et la création d'une structure pour l'engagement avec les PCI renforcera la stabilité régionale.

La réintégration des anciens combattants dans la société, le financement de programmes de déminage et de sensibilisation sur la question des mines, et l'aide pour la gestion et la protection des réfugiés sont certains des domaines où la SADC tirera avantage du Nouveau Partenariat.

Le partenariat pourrait également ouvrir des portes pour le renforcement de capacité du Conseil d'Administration sur la Politique, la Défense, la Sécurité et les Forces de Réserve de la SADC.

ident
epunye
ompanie
légation à
Consultative
Windhoek,
d
Secrétariat
droite)
ien de
le
délégués,
thématiques
e.



Développement Social et Humanitaire

Le groupe sur le Développement Social et Humanitaire vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la disponibilité de personnes éduquées, bien-informées, compétentes, saines et culturellement sensibles.

Les secteurs prioritaires d'intervention sont la santé, l'éducation, le travail et l'emploi, et la culture, l'information et les sports.

Les Etats Membres, les entreprises et les organisations de société civile ont un rôle majeur à jouer dans la mise en oeuvre du Protocole SADC sur la Santé, particulièrement les sections communicables et non-communicables, du renforcement



La brousse envahissante pour la production d'énergie

SELON LE Syndicat Agricole de la Namibie (NAU), la brousse envahissante présente une opportunité unique pour les fermiers et autre population rurale de devenir des fournisseurs en électricité pour le marché namibien.

La brousse, qui a infesté 26 000 hectares de terre dans le pays, menace la durabilité de l'industrie bovine en réduisant la capacité de soutien de la terre.

Cependant, la difficulté de ressources provenant de la brousse de Namibie peut être transformée en opportunité pour générer de l'énergie biomasse telle que les combustibles, la production électrique à grande échelle, la production de charbon et d'éthanol.

Ceci renforcerait la capacité de production de la Namibie et aiderait à aborder sa capacité de pénuries. A travers sa Commission d'Utilisation de la Brousse et de Débroussaillage, le NAU a compilé une proposition de projet qui sera soumise aux bailleurs de fonds pour un financement potentiel.

L'Afrique du Sud engage é dans un projet pilote d'énergie éolienne

L'ENERGIE ÉOLIENNE pourrait répondre partiellement aux problèmes d'électricité de la SADC en cas du succès di un projet pilote en phase de mise en oeuvre par l'Afrique du Sud.

La commission municipale de la Ville du Cap a approuvé une proposition d'accord d'achat d'énergie avec la Ferme Darling Wind, un projet pilote national de 70R millions (environ US\$ 12 millions) financé conjointement par l'Agence Danoise de Développement International, le Département des Minéraux et de l'Énergie et la Compagnie Darling de Production d'Énergie Indépendante.

Le projet ouvrira des opportunités pour des projets d'énergie éolienne plus poussés et autres "projets d'énergie verte" dans l'Ouest du Cap et au delà.

Consulting Services Africa (CSA), qui travaille avec le NAU sur le projet, explique que les opportunités pourraient produire des bénéfices économiques importants pour la nation entière.

La brousse envahissante peut être transformée en briquettes de charbon qui pourraient se substituer au feu de bois, accro tre l'exportation de charbon vers l'Afrique du Sud et l'Europe, ou être utilisée pour actionner une centrale d'énergie de charbon.

La brousse peut également être utilisée pour produire du gaz à partir de bois, être utilisée dans les générateurs de diesel modifié pour la production d'électricité.

Une étude détaillée fut menée en 1999 pour déterminer la faisabilité d'utiliser la brousse envahissante dans le but d'actionner la centrale de Van Eck et la proposition d'une nouvelle centrale à Grootfontein, mais à l'époque cette option était plus onéreuse que le prix de l'électricité provenant d'Eskom en Afrique du Sud.

Ce sera également un progrès important pour aider la ville à relancer son approvisionnement en électricité et d'atteindre son but de rechercher 10 pour cent de son besoin total en énergie à partir d'une source durable d'ici 2020

L'approbation des recommandations de la commission pavera la voie pour que les résidents de la Ville du Cap achètent de l'énergie à partir de la Ferme Darling Wind. Elle sera commercialisée aux "acheteurs volontaires" à un tarif initial de R 0,25 par kwh.

Il est prévu que la demande pour l'énergie verte dépassera les 13 200 gigawatt par heure d'énergie pouvant être fournis annuellement par la ferme.

La Ferme Darling Wind est supposée commencer la production en 2007 et l'énergie sera vendue par le biais du fournisseur de service d'électricité de la ville. (Sapa)

La Namibie importe environ la moitié de ses besoins en électricité de l'Afrique du Sud et a été sérieusement affectée par la coupure d'énergie causée par les dégâts à la centrale nucléaire de Koeberg à l'Ouest du Cap, qui déclencha les interruptions d'électricité au Cap Ouest et en Namibie.

La Demande en électricité en Afrique du Sud dépasse

l'approvisionnement en raison d'une forte croissane économique, jointe à un manque d'investissement dans la capacité de production nouvelle et les dégâts à la centrale de Koeberg.

Les effets contagion de la crise d'énergie en Afrique du Sud a affecté le secteur d'entreprise de la Namibie et public par les coupures d'électricité et le rationnement d'eau.

Des kiosques de distribution d'eaux pour les résidents peri-urbains en Zambie

LE CONSEIL national de la Zambie pour l'approvisionnement en Eaux et de Système Sanitaire (NWASCO) requiert 20 millions pour installer des systèmes de kiosque de distribution d'eaux pour les zone peri-urbaines et à loyer modéré afin d'assurer la disponibilité d'eau potable.

NWASCO estime qu'approximativement 1,9 million des 4,5 millions personnes résidant dans les zones péri-urbaines et à loyer modéré n'ont pas accès à l'eau potable. Le conseil veut introduire un système de kiosque de distribution d'eau géré par les companies

publiques du service des eaux dans les banlieux visées.

Dans le cadre du système, les consommateurs auront à payer K20 (moins de US\$0,01) pour un bidon de 20 litres d'eau. Le système fournira les services aux résidents peri-urbains et à loyer modéré qui parcourt de longue distance pour trouver de l'eau.

Les systèmes de kiosques de distribution d'eaux ont été instaurés en tant que projet pilote à Ndola sous la direction de la Compagnie des Eaux et Egouts Kabufu, et dans la province Ouest sous la direction de la Compagnie ouest de Eaux et des Egouts. (Times of Zambia)



Kiosques de distribution d'eau, un projet pilote pour garantir la disponibilité d'eau potable en Zambie peri-urbaine.

Les impératifs pour une intégration et un développement plus profonds

LE FUTUR de la SADC repose sur la capacité des Etats Membres à relever le défi d'aligner les objectifs nationaux à l'intérêt commun régional ainsi que de fixer des priorités réalistes pour les programmes, déclare l'ancien Secrétaire Général de la SADC, Simba Makoni.

Durant un cours SADC à l'Université de Namibie avant la Conférence Consultative de la SADC à Windhoek, Makoni expliqua que l'une des difficultés se présentant à la SADC est la question d'adhésion commune à des groupements régionaux.

Les empiètements existent dans l'adhésion de la SADC, Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), du Syndicat des Douanes en Afrique du Sud (SACU), et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), avec quelques pays appartenant à deux ou trois organisations.

Trois de ces organisations régionales—SADC, COMESA et EAC—ont des programmes sectoriels identiques et visent tous à établir des Zones de Libre Echange et des Syndicats Monétaires.

"Nous devons rationaliser ces empiètements de façon à esquisser un avenir plein de promesse pour notre région. Ceci évitera la duplication, la compétition et le conflit d'intérêts," dit-il.

Une autre difficulté pour les Etats Membres, ajoute t-il, est une révision de leurs motifs dans leur adhésion à ces organisations.

"Est ce par solidarité politique ou pour des bénéfices économiques ou autres qui découlent de l'adhésion à de tels organismes? Que voulons nous obtenir en étant membres de la SADC, COMESA, SACU ou EAC?," demanda Makoni à la région.

L'ancien secrétaire général nota que le succès des initiatives de la SADC réside dans l'assurance que les programmes et projets nationaux soient conformes avec les objectifs



Simba Makoni est un ancien Secrétaire Général de la SADC et ancien Ministre de Cabinet du Zimbabwe

régionaux. Les programmes et projets régionaux sont destinés à échouer à moins que les intérêts nationaux ne soient utiles au bien commun, prévint-il.

Il invita la SADC à rationaliser le nombre de programmes et projets en phase de mise en oeuvre, avec en vue d'obtenir un portefeuille plus réduit. Il informa que la région gère actuellement 500 programmes ou projets estimés à plus de US\$ 10 milliards.

"Il me semble que très peu d'efforts sont destinés à l'identification et la sélection de projet. Je crois que les Etats Membres approuvent tous les projets proposés afin de renforcer leurs chances de recevoir des aides, les soi-disants approches du panier de courses et du filet de pêche, dit-il.

Le focus sera essentiel tandis alors que la SADC progresse vers l'instauration d'un Syndicat des Douanes et d'un Marché Commun d'ici 2010 et 2015, respectivement. La région a besoin de bien comprendre ses partenaires de manière à trouver le juste milieu ou un équilibre.

La région se doit de prendre contrôle de son destin en devenant financièrement indépendante.

Il explique que la région doit viser à s'approprier ses programmes et projets et cela

devrait impliquer de plus grands sacrifices de la part des Etats Membres en ce qui concerne le financement de l'organisation.

"Notre difficulté est de fournir assistance aux initiatives régionales plutôt que d'attendre qu'un individuel à Bruxelles ou autres capitales occidentales viennent avec son argent et les conditions qui s'y attachent," ajoute t-il.

Lié à cela est la question de la quantité précise des ressources destinées au projet qui en réalité, vont vers la mise en oeuvre des programmes. Combien sont accaparées purement pour des questions administratives telles que les salaires et les dépenses de administratives, et combien sont actuellement injectées vers la mise en oeuvre?

"Plus de ressources doivent être allouées au travail actuel sur le terrain afin que la population puisse voir les bénéfices d'appartenir à la SADC. La perception est que la SADC ne satisfait que les besoins des dirigeants," ajoute Makoni.

En termes de capacité de ressources humaines du Secrétariat de la SADC, il insiste que dans le processus de recrutement la priorité soit accordée à la compétence et au professionnalisme.

Dans le cadre du système actuel de recrutement, des quotas sont alloués aux Etats Membres sur le nombre de leurs nationaux pouvant être employés de tout temps au Secrétariat. Dès que le quota d'un pays est dépassé, ses nationaux ne sont plus éligibles pour un emploi au Secrétariat.

Le dynamisme doit être maintenu pour s'assurer que les aspirations de la région soient confiées dans les mains d'individuels compétents et assez professionnels pour faire progresser le développement et l'intégration régionale.

"Ceci est lié au besoin de prendre un regard critique sur la question des quotas nationaux en ce qui concerne le recrutement.

Devons nous maintenir le système de quota ou bien la région sera t-elle mieux servie par un système alternatif de recrutement?," suggère l'ancien secrétaire général.

Makoni voit un plus grand rôle dans le programme régional pour les acteurs non-gouvernementaux tels que les entreprises, les académies, les organisations de société civile et les membres du public. Les acteurs non gouvernementaux ont des rôles importants à jouer pour garantir que les projets et programmes de la SADC soient mis en oeuvre et obtiennent le soutien de la population sur le terrain.

L'importance de l'établissement d'un partenariat avec les entreprises et la société civile fut également soulignée durant la Conférence Consultative par plusieurs orateurs, notamment le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão.

Les plans directeurs de développement de la région ont déjà fait provision pour une participation active d'acteurs non-gouvernementaux dans le lancement des projets et programmes.

Le défi est d'aller au delà du nationalisme et de viser le bien commun.

"Ceci ne peut être accompli que lorsque nous pourrons tous voir au delà de nos drapeaux nationaux et de considérer tous les autres pays de la région comme faisant partie de la même famille," déclare Makoni.

Dans le cours, intitulé SADC: *Impératifs pour une Intégration et un Développement plus profond*, Makoni a également parlé des débuts de la SADC et des intentions derrière le processus actuel de restructuration.

Le cours fut organisé conjointement par le Secrétariat et l'UNAM dans le cadre d'efforts visant à élargir la compréhension de la SADC et ses objectifs.

Le Mozambique continue sa réforme monétaire

LE MOZAMBIQUE continue la réforme de sa devise, qui résultera dans l'introduction de nouveaux billets de banque et monnaies à partir du 1er juillet.

La réforme cherche à rendre la monnaie mozambicaine, le metical, plus gérable en éliminant 3 unités. Ceci est un exercice simple de division par mille afin que la pièce actuelle de 1 000 meticais ait la valeur d'un de ce que le gouvernement appelle la "nouvelle famille" de metical.

La plus forte dénomination des billets actuels, 500 000 meticais, aura la valeur de 500 des nouveaux meticais.

Les nouveaux billets et les pièces devraient entrer en

circulation à partir du 1er juillet. Pendant les mois précédant cet exercice, tous les produits sont supposés exhiber les prix en anciens et nouveaux meticais.

De juillet au 31 décembre, les deux "familles" de metical seront légales, mais les anciennes pièces et billets seront progressivement retirés de la circulation.

Le principal parti d'opposition du pays, la Résistance Nationale du Mozambique (Renamo), s'est opposé à la réforme monétaire, la qualifiant d'inconstitutionnelle, parce que la loi approuvant la réforme monétaire fut passée en novembre dernier par simple majorité, plutôt que par les deux-tiers majoritaires. (AIM)



Du 1er juillet au 31 décembre 2006, la nouvelle "famille" de billets Meticais sera en circulation avec les anciens billets ci-dessus.

Inflation à un seul chiffre pour la Zambie

LA ZAMBIE semble dans la bonne voie pour satisfaire l'objectif de la SADC de parvenir à une inflation à un seul chiffre d'ici 2008.

D'année en année, le taux d'inflation du pays est descendu à 9,4 pour cent en avril par rapport à 10,7 pour cent en mars. Le déclin dans l'inflation suit la baisse des prix des commodités et un taux de change en hausse.

Ces dernières années, le Kwacha s'est renforcé contre la plupart des devises convertibles. Il est contrôlé à environ K 2 900 pour un dollar US comparé à K7000 pour US\$1 en 2001.

La réalisation d'une inflation à un chiffre est l'un des objectifs fixés par la SADC dans sa quête pour parvenir à une convergence macroéconomique. Il est envisagé que le taux d'inflation des 14 États Membres de la SADC aura décliné de cinq pour cent d'ici 2012 et trois pour cent d'ici 2018.

Un environnement inflationniste stable sera essentiel dans la quête par la région de créer une Zone de Libre Echange d'ici 2008, un Syndicat des Douanes d'ici 2010 et un Marché Commun d'ici 2015.

Un réseau de câble sous-marin approche le Botswana, la Namibie

LE BOTSWANA et la Namibie projette de prendre part dans un ambitieux projet de réseau de câbles régionaux sous-marins afin d'améliorer la capacité actuelle et la faisabilité des systèmes de télécommunications dans la SADC.

Le Président Festus Mogae informe que le Botswana a augmenté sa connectivité en participant à plusieurs initiatives, y compris les systèmes West African Festoon, qui connecte les pays le long de la côte ouest de l'Afrique du Nigéria à la Namibie.

Considérant que le Botswana est un pays enclavé, Mogae a invité la Namibie à faire partie d'un projet afin d'utiliser les eaux Namibiennes.

La participation de la Namibie et de l'Angola est critique puisque ce projet qualifie un pays par deux points d'atterrissage et Mogae déclare que le Botswana négocie également avec l'Angola pour s'engager dans le projet.

Le projet permettra aux deux pays d'avoir un réseau fiable de haute capacité, liens ultra-rapides, pouvant se

connecter à des réseaux similaires dans les pays voisins de la SADC et internationalement, améliorant ainsi la connectivité globale de la région.

Le sommet économique considère des stratégies de croissance pour l'Afrique

DES DIRIGEANTS politiques et des entrepreneurs de haut calibre en Afrique se sont réunis lors d'un sommet annuel économique afin d'identifier les priorités pour soutenir la croissance récente du continent, de s'engager dans des entreprises commerciales en tant qu'agent du changement, de tirer des leçons pour les états ayant une performance positive, d'aborder les risques, et évaluer les nouvelles opportunités.

Le sommet, organisé par le Forum Economique Mondial eut lieu dans la ville du Cap, du 31 mai au 2 juin.

Tenu sous le thème "Partisan de l'Expansion", l'objectif était de lancer un partenariat de secteur public-privé dans le but d'aborder le problème de la pauvreté, d'évaluer de nouvelles opportunités pour le développement, et d'encourager un changement de perception à propos du continent.

A la tête du programme figura la discussion sur comment la légacie d'une perception négative a freiné l'expansion de l'Afrique, et comment utiliser les avantages comparatifs du continent pour mettre en avant son programme de développement.

Il y eut également un débat sur les opportunités fournies par la relation de l'Afrique avec la Chine et l'Inde, et la difficulté de relancer l'infrastructure physique et sociale.

Plus de 700 participants étaient supposés aborder les risques sous-jacents au développement de l'Afrique tels que la croissance moyenne de 5.3 pour cent est-elle adéquate pour la création d'emplois et la croissance nécessaire pour renverser la

situation, et comment les différents scénarios pour les développements sur la scène globale affecte le continent.

Aussi sur l'ordre du jour figurait le rôle des médias dans le modelage des politiques de gouvernement et l'impact sur le comportement social autour du VIH et SIDA; et des moyens de renforcer le rôle du secteur privé, particulièrement l'entreprise agricole, dans la sécurité alimentaire.

Parmi les participants éminents invités au sommet se trouvaient les présidents Armando Emilio Guebuza du Mozambique, Jakaya Kikwete de la République Unie de Tanzanie et Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud.

LISTE DE DEVISES

Pays	Devises	(US\$1)						
Angola	Kwanza (100 lei)	80, 58	Botswana	Pula (100 thebe)	5, 51	RDC	Congo Franc	435, 00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	6, 10	Madagascar	Ariary	9 150, 00	Malawi	Kwacha (100 tambala)	137, 50
Ile Maurice	Rupee (100 cents)	30, 70	Mozambique	Metical (100 centavos)	26 650, 00	Namibie	Dollar (100 cents)	6, 43
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	6, 31	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	6, 30	Tanzanie	Shilling (100 cents)	6, 43
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	3 045, 00	Zimbabwe	Dollar (100 cents)	101 195, 54			

May 2006

Atmosphère Internationale au Festival des Arts d'Harare

DES ARTISTES de renommée régionale et internationale convergèrent à Harare en avril pour le Festival International des Arts d'Harare (HIFA) qui transforme le Zimbabwe en capitale du divertissement de l'Afrique Australe.

Pendant six jours, du 25 au 30 avril, Harare a accueilli quelques-uns des meilleurs artistes de spectacle et visuels de l'Afrique.

HIFA est un festival international annuel des arts qui englobe cinq disciplines principales: musique, théâtre, beaux arts, danse et le verbe. Le festival a été lancé en 1999 et a depuis saisi la scène des arts zimbabwéens et de l'Afrique Australe comme une tornade.

Il exhibe les meilleures performances et beaux arts zimbabwéens tout en mettant en scène et en exposant les performances internationales et régionales les plus excitantes et les plus créatives.



Combattre les abus contre l'enfance à travers la musique

Cette année, le festival a rassemblé des musiciens, poètes, groupes de théâtre, compagnies de danse et artistes du Zimbabwe, Afrique du Sud, Malawi, République Démocratique du

Congo (RDC), Namibie, Zambie, Ghana, Nigéria, Grande Bretagne et Côte d'Ivoire.

Le clou du Festival fut un concert musical de bonne qualité par Angélique Kidjo du Bénin. Kidjo a charmé un public nombreux sur la scène principale avec ses pas de danse, menés par le désir de provoquer une interaction personnelle avec ses admirateurs.

Ambassadrice de conciliation pour le Fond de l'Enfance des Nations Unies (UNICEF), Kidjo a également parlé des enfants de l'Afrique et partagé ses vues concernant l'abus physique et émotionnel sur l'enfance.

Le groupe namibien, Gazza, fut une autre attraction à HIFA. Sa fusion de dance-hall, ragga, hip-hop et kwaito a fait beaucoup d'adeptes en faveur du groupe durant le festival.

Les autres artistes confirmés et en passe de l'être, qui ont pris part incluent le poète Chirikure Chirikure, la virtuose du mbira

Chiwoniso Maraire, tous deux du Zimbabwe; le musicien Lokua Kanza de la République Démocratique du Congo; la chanteuse nigériane Asha; le chanteur reggae de la Côte d'Ivoire Tiken Jah Fakoly; les artistes jazz de l'Afrique du Sud, Steve Dyer et Anjie Krog.

Durant le festival, Kanza a animé des ateliers auxquels ont participé des musiciens du Kenya, Malawi, Swaziland, Afrique du Sud, Zambie et Madagascar.

Le festival vise à promouvoir les programmes d'échanges culturels à travers le continent et au delà.

Le thème de cette année s'intitulait "hAND in hAND", symbolisant la solidarité parmi les artistes de l'Afrique et du reste du monde. Les organisateurs ont noté que le standard élevé des artistes internationaux et locaux qui ont participé à HIFA 2006 démontre le bien fondé de la théorie de collaboration et échange ultime.

Débutants de la Coupe Mondiale – l'Angola est sélectionné pour accueillir AFCON 2010

L'ANGOLA A la tâche enviable de porter les espoirs et aspirations de l'Afrique Australe à la Coupe Mondiale FIFA en juin et d'être le seul pays de la région sélectionné pour accueillir l'événement de prestige du football continental 2010.

Le pays de l'Afrique Australe, riche en pétrole, est le candidat SADC en lice pour accueillir la Coupe Africaine des Nations 2010 suite à un triage au sort mené en Egypte le 14 mai.

L'Angola fut sélectionné quatre fois pour accueillir l'événement du football africain avec la Lybie, le Nigéria et un appel d'offre joint Gabon-Guinée Equatoriale.

Les appels d'offre d'autres pays de la SADC, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe furent rejetés.

Les "Palancas Negras" sont les seules représentantes de la SADC à la Coupe Mondiale devant débiter le 9 juin et se terminer le 9 juillet.

L'Angola, qui figure dans la catégorie D avec le Mexique, l'Iran et le Portugal, a déjà fait connaître la liste de l'équipe de 23 membres pour le tournoi. L'équipe sera menée par Fabrice "Akwa" Maieco et comprend d'autres joueurs promineurs tels Nsimba "Zé Kalanga" Baptista, et Flávio Amado.

L'équipe s'est préparée avec minutie pour sa première apparition à la Coupe Mondiale ayant joué durant ces deux derniers mois, une série de matches amicaux contre quelques unes des meilleures équipes du monde.

Les matches amicaux incluent une perte 0-1 contre la Corée du



Angola, SADC's sole representative to the 2006 World Cup

Sud en avril. D'autres matches de chauffage étaient prévus contre les anciens champions du monde, l'Argentine, en Italie le 30 mai, Turquie les 2 juin, et les Etats Unis le 5 juin.

Les préparations ont également inclu la participation au tournoi annuel régional de la Cosafa où l'équipe a passé les demi-finales après avoir facilement vaincu l'Ile Maurice et le Lesotho.



Regional Strategic Action Plan on Integrated Water Resources Development and Management

Plan Stratégique annoté 2005-2010 Manuel de Mise en Oeuvre du Programme 2005-2010

LA REGION de l'Afrique Australe est principalement une zone de déficit en eau. Ceci souligne l'importance de la planification, du développement et de la gestion judicieuse des ressources..."

Ainsi commence l'Avant-propos du deuxième Plan Régional d'Action Stratégique sur la Gestion des Ressources Hydrauliques.

Le plan contient une révision de l'histoire et du contexte de l'application de la Gestion Intégrée des Ressources Hydrauliques dans la région de la SADC, ainsi que des progrès et objectifs de la mise en oeuvre; et l'impact sur le programme de développement, en terme de réduction de la pauvreté, l'hydro-énergie et l'intégration régionale.

La mission du plan est de " fournir un environnement favorable durable, une direction et coordination dans la planification stratégique, l'usage et développement d'infrastructure des ressources hydrauliques au niveau des états membres, de la région, du bassin riverain et de la communauté".

La publication est bien conçue et produite, et facile à utiliser. Le plan est présenté en deux volumes courts: le Plan Stratégique Annoté, et le Manuel du Programme de Mise en Oeuvre. Tous les deux couvrant la période de 2005 à 2010.

Une révision de la première phase de mise en oeuvre du Plan SADC Régional contenant des leçons apprises et les meilleures pratiques, a également été publiée.

Son but est d'informer, d'enregistrer et de mettre en avant les efforts des nombreux individuels qui travaillent pour un développement durable des ressources hydrauliques.

Les deux publications sont disponibles au Secrétariat de la SADC.

Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

Managing the HIV and AIDS Pandemic in the Southern African Development Community

La Structure et le Programme Stratégiques d'Action 2003-2007 de la SADC sur le VIH et SIDA fournit une réponse multi-dimensionnelle à la pandémie en Afrique Australe. Son but est d'intensifier les mesures et actions afin d'aborder les impacts dévastateurs et envahissants du VIH et SIDA d'une manière compréhensive et complémentaire.

Le focus de la réponse porte sur la prévention du VIH et SIDA, les soins et l'assistance, et la mitigation de l'impact de façon à assurer un développement humanitaire durable dans la région de la SADC. Ce livret de 33 pages est disponible au Secrétariat de la SADC, P. Bag 0095, Gaborone, Botswana. Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

PUBLICATIONS

SADC and Donors - Ideals and Practices: From Gaborone to Paris and Back

Par Elling N. Tjnneland
Botswana, Gaborone, 2006
36pp

Ce rapport tente de faire un inventaire des relations actuelles entre la SADC et ses partenaires coopérants internationaux, c'est-à-dire, les agences donatrices externes fournissant soutien et assistance. Il identifie les obstacles et les opportunités pour progresser et discutent des efforts actuels, inspiré par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'Aide, pour fournir les modalités et les mécanismes pour un nouveau partenariat entre la SADC et les bailleurs de fonds.
Disponible chez le Coordinateur FOPRISA c/o BIDPA, P.Bag BR29, Gaborone, Botswana.
Adel: foprisa@bidpa.bw Site web: www.foprisa.net

Rules of Origin under EPAs: Key Issues and New Directions

Par Eckart Naumann
Afrique du Sud, Centre pour la Loi Commerciale en Afrique Australe, 2005
30pp

Les règles d'origine forment un composant critique de tout accord commercial ou zone de commerce préférentielle et donc un rôle important dans la mise en vigueur des politiques commerciales. Elles sont utilisées en tant qu'outil pour déterminer la "nationalité économique" d'un produit, plutôt que de simplement estimer la dernière localisation géographique à partir de laquelle un produit est expédié comme sa nationalité. En tant que résultat, les termes et conditions contenus dans les Règles d'Origine (ROO) sont certains des déterminants les plus importants d'accès au marché tel que souligné dans ce document de travail.

Disponible sous format électronique au Centre pour la Loi Commerciale en Afrique Australe, P.O. Box 224, Stellenbosch 7599.
Adel: trudiartzenberg@tralac.org site web:

www.tralac.org

The New Partnership for Africa's Development Progress Report - Towards Development

Par Prof. Firmino G. Mucavele
Afrique du Sud, Midrand, NEPAD, 2006
21pp.

Compte rendu pour le NEPAD couvrant la période 2002-2006. Il met en avant certains des accomplissements majeurs du NEPAD qui inclut la création d'un environnement favorable pour un développement durable. Entre autres questions, le NEPAD fut le témoin d'une résolution de conflit réussie en Côte d'Ivoire, d'efforts continus au Soudan et en République Démocratique du Congo (RDC) et d'élections réussies en République Unie de Tanzanie, Libéria et Burundi.
Disponible au Secrétariat du NEPAD, P.O. Box 143, Midrand, Halfway House 1685, Afrique du Sud. Adel: mundiak@nepad.org site web: www.nepad.org

Namibia Trade Directory 2006: A Review of Namibian Trade and Industry

Rédigé par Sandra van Rooyen
Namibie, Windhoek, Registre Commercial de la Namibie (Pty) Ltd, 2006
235pp.

Le registre présente l'opportunité idéale pour les dépositaires du secteur public et privé namibien de disséminer des informations spécifiques sur leurs produits et services au reste du monde. C'est un outil de référence précieuse et d'information compréhensive puisqu'il fournit des faits sur les profils de companies, des contacts vitaux et des listages classifiés.

Disponible au Ministère du Commerce et de l'Industrie, P.Bag 13340, Windhoek, Namibie.
Adel: Sandra@mac.com.na Site web: www.namibiadirectory.com.



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Joseph Ngwawi, Patson Phiri, Bayano Vally, Eunice Kadiki,
Mukundi Mutasa, Chenai Mufanavejingo,
Chipo Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,
Clever Mafuta, Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

CONSEILLER A LA REDACTION

Responsable de l'unité de Communications d'Entreprise
Leefa Penhupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya
Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

P1, 8-9, SARDC; 4, CDF; 5, Lanz von Hörsten, Copyright South African Tourism;
6, Bienjamien Karlie/africapictures.net; 7, New Era; 10, Han Seur;
11, the Financial Gazette; 13 (en haut), Matthew Mitchell – HIFA – MWEB; 13 (en bas), Adrian de Kock; Sam Nzima, *The World*

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet
ou
SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21^e siècle.

CALENDRIER DES EVENEMENTS 2006

Juin
31 mai-2 juin
Afrique du Sud

Forum Economique de l'Afrique

Organisé par le Forum Mondial Economique, le sommet rassemble le secteur privé, la société civile et les dirigeants politiques pour discuter des opportunités de commerce et investissements en Afrique.

21-23 Afrique du Sud

Commission Intégrée des Ministres de la SADC

La CIM est composée d'au moins deux ministres issus de Chaque Etat Membre. Son rôle est de garantir une direction politique adéquate et la coordination d'activités communes de la SADC. La réunion révisera les activités des conseils d'administration de la SADC pour garantir une mise en oeuvre rapide des Ministres.

21-23 Afrique du Sud

Décision Régionale sur le Prix Media de la SADC

Une sous-commission de la SADC devra juger les candidats pour le prix media 2006. Cette année le prix media portera sur le VIH et SIDA afin d'encourager la dissémination de l'information sur la pandémie.

29 juin – 8 juillet
Afrique du Sud

Festival National des Arts de Grahamstown

Le festival est l'un des plus importants événements sur le calendrier culturel de l'Afrique du Sud, et la célébration annuelle des arts la plus marquante sur le continent africain. D'une durée de 8 à 10 jours, le festival capture la riche diversité de l'industrie des arts en Afrique du Sud.

Juillet
1-2 Gambie

Sommet de l'Union Africaine

L'Assemblée des Chefs d'Etats et de Gouvernement des 53 pays membres de l'Union Africaine se réunira à Banjul pour la septième session ordinaire. Le sommet sera précédé d'une Session Ordinaire de représentants permanents et d'une Session Ordinaire du Conseil des Ministres.

1-6 Tanzanie

30ième Foire Internationale du Commerce de la Tanzanie

L'exposition internationale qui prend place à Dar-es-Salaam accueillera des délégations commerciales venant de tout l'Afrique. La foire offre des opportunités pour conclure des affaires avec la Tanzanie et les nations voisines. Elle familiarisera le consommateur général aux produits et équipements industriels spécialisés.

10-11 Tanzanie

4ième Atelier International sur la Technologie pour l'Education en Les Pays en Voie de Développement

L'objectif de la TEDC 2006 est de réunir des chercheurs, et des éducateurs afin de discuter les divers problèmes existant dans le développement de nouvelles techniques et sur les nouveaux usages de la technologie pour l'éducation dans les pays en voie de développement.

Août
13-18 Canada

Conférence Internationale 2006 sur le SIDA

Organisée par la Société Internationale sur le SIDA, le thème de la 16ième Conférence Internationale sur le SIDA s'intitulera " Il est temps de tenir ses promesses". Les participants partageront les évidences, idées et leçons les plus récentes apprises lors de recherches, politiques et programmes sur le VIH et SIDA. La conférence portera sur les préventions partagées, les traitements et obligations de soins de ceux engagés à lutter contre la pandémie.

10-19 Lesotho

Sommet de la SADC

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement représente l'ultime institution responsable des décisions dans la SADC. Le Sommet de Maseru sera témoin du transfert officiel de la présidence de la SADC par rotation du Président Festus Mogae du Botswana au Premier Ministre pakalitha Mosisili du Lesotho. Le Conseil des Ministres de la SADC s'est réuni à l'avance afin de préparer les recommandations politiques pour adoption.

30 ans

Soweto
16 Juin 1976

La révolte de Soweto 30 ans après

LA PHOTOGRAPHIE de Mbuyisa Makhubo portant le corps de son ami, Hector Petersen, âgé de 13 ans, est devenue une icône symbolisant le combat de la jeunesse d'Afrique du Sud – et le début de la fin de l'apartheid.

La photographie, prise par Sam Nzima du journal *The World*, apparut dans les journaux et sur les chaînes de télévisions de par le monde, déclenchant un sentiment d'intense indignation et une nouvelle sensibilisation qui endurcit l'opposition à l'intérieur et en dehors de l'Afrique du Sud sur la brutalité des autorités de l'apartheid.

Ce jour là, 16 juin 1976, plus de 20 000 écoliers de Soweto ont organisé une démonstration pacifique contre l'imposition de l'Afrikaans en tant que langue pédagogique pour les écoliers noirs et contre la discrimination dont ils étaient victimes sous le programme scolaire inférieur "d'éducation Bantu".

Le système d'éducation Bantou, mis en vigueur pour les noirs sud africains depuis 1953, fut caractérisé par des institutions scolaires et des universités séparées, des installations médiocres, des classes bondées et des enseignants mal formés.

Quelques sept cent personnes, beaucoup d'entre eux adolescents, furent tués et les propriétés détruites dans la violence qui s'ensuivit durant les quelques semaines suivantes, après que les forces de police aient fait feu sur la manifestation étudiante.

Le courage des étudiants de Soweto en juin 1976 est aujourd'hui commémoré par un jour férié en Afrique du Sud, Journée de la Jeunesse, qui honore tous les jeunes gens qui ont perdu leur vie dans la lutte contre l'apartheid et l'éducation Bantou.

Trente ans après, l'Afrique du Sud reconnaît le courage de la jeunesse qui a aidé à mettre fin à l'apartheid.

La révolte des étudiants du 16 juin épitomise le rôle joué par les jeunes gens pour libérer l'Afrique Australe du régime colonial. La jeunesse était en première ligne de la lutte pour l'indépendance dans toutes les nations de l'Afrique Australe.



L'Afrique du Sud documente l'histoire de Mpumalanga

L'AFRIQUE DU SUD s'est embarqué sur un projet pour documenter l'histoire pré-coloniale de la province de Mpumalanga afin d'éduquer les jeunes sur le passé de la région et promouvoir l'unité.

Le Projet de Recherche sur l'Héritage de Mpumalanga est une recherche détaillée par une équipe d'historiens, archéologues, géologues promouvants, et des experts sur l'art de la peinture sur roche, dirigée par Professeur Peter Delius de l'Université de Wits.

Elle couvre l'histoire humaine remontant à 40 000 ans, avec les exploitations minières de l'époque, les ruines d'enceinte de pierre de villes d'empires africains, de guerriers anti-coloniaux, de héros de lutte pour la libération et de peinture sur roche San datant de l'Âge de Pierre.

Le Premier Ministre de Mpumalanga, Thabang Makwetla, annonce que le projet sera publié sous une version facilement accessible au public, et qu'il sera utilisé pour les ouvrages, sites web, matériel de promotion pour touristes et marque distinctive de Mpumalanga.

"L'avantage le plus important pour la province et le pays tiré de ce genre de travail de recherche est pour nous de promouvoir l'unité dans notre diversité," explique-t-il.

Mpumalanga possède également la plus ancienne mine d'or de l'Afrique du Sud, et sa richesse stimula les prises de contacts avec le monde extérieur bien longtemps avant le colonialisme européen.

L'étude confirme également que la ville minière historique de Mpumalanga, nommée, Repos du Pèlerin installa des lampadaires électriques avant les majeures métropoles globales telles que Londres, et que l'autre ville minière de Barberton opérait déjà la première bourse d'échange en Afrique. (*BuaNews*)

Jours Fériés dans la SADC pour la période de juin – août 2006

1er juin	Journée Internationale de l'Enfant	Angola
5 juin	Lundi Whit	Madagascar
14 juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1er juillet	Journée du Sir Seretse Khama	Botswana
3 juillet	Jour Férié	Botswana
3 juillet	Journée des Héros	Zambie
4 juillet	Journée de l'Unité	Zambie
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Foire Commerciale Internationale	Tanzanie
17 juillet	Journée du Président	Botswana
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
18 juillet	Jour Férié	Botswana
22 juillet	Jour Férié	Swaziland
TBA juillet	Umhlanga - Danse des Roseaux	Swaziland
1er août	Journée des Parents	RDC
7 août	Journée des Fermiers	Zambie
8 août	Journée de Paysans	Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
14 août	Journée des Héros	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar
15 août	Assomption de la Vierge Marie	Ile Maurice
15 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
26 août	Journée des Héros	Namibie
29 août	Ganesh Chaturthi	Ile Maurice

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale